

Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Mission d'accompagnement à la pré-certification des comptes des Crous

Marché passé en Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et
R. 2161-2 à R2161-11 du Code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

| | | |
|-------|---|----|
| 1. | OBJET DE L'ACCORD-CADRE | 7 |
| 2. | Dispositions générales de l'accord-cadre | 7 |
| 2.1 | Forme de l'accord-cadre | 7 |
| 2.2 | Allotissement | 7 |
| 2.3 | Durée de l'accord-cadre | 7 |
| 2.4 | Lieu et périmètre d'exécution de l'accord-cadre | 7 |
| 2.5 | Prix de l'accord-cadre | 8 |
| 2.5.1 | Nature et contenu des prix | 8 |
| 2.5.2 | Variation des prix | 8 |
| 3. | Pièces CONSTITUTIVES DE l'accord-cadre | 8 |
| 4. | Obligations des Titulaires | 9 |
| 4.1 | Protection de la main d'œuvre | 9 |
| 4.2 | Assurances | 10 |
| 4.3 | Autres obligations | 10 |
| 4.3.1 | Obligations relatives à la sous-traitance | 10 |
| 4.3.2 | Confidentialité | 10 |
| 5. | Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution | 11 |
| 5.1 | Modifications relatives au titulaire | 11 |
| 5.2 | Clause de réexamen | 11 |
| 5.3 | Résiliation de l'accord-cadre | 12 |
| 6. | Dispositions diverses relatives à l'accord-cadre et son exécution | 12 |
| 6.1 | Pilotage de l'accord-cadre | 12 |
| 6.1.1 | Réunion de lancement de l'accord-cadre | 12 |
| 6.1.2 | Réunions de démarrage du marché subséquent | 13 |
| 6.1.3 | Documents de suivi | 13 |
| 6.1.4 | Autres réunions | 13 |
| 6.2 | Représentations et équipe dédiée | 13 |
| 6.2.1 | Représentation du Pouvoir Adjudicateur | 13 |
| 6.2.2 | Représentation des Titulaires | 13 |
| 6.2.3 | Equipe dédiée des Titulaires | 14 |
| 6.3 | Eviction temporaire d'un Titulaire | 14 |
| 6.4 | Pénalités liées à l'exécution de l'accord-cadre | 15 |
| 6.4.1 | Pénalités de retard | 15 |
| 6.4.2 | Pénalités liées à la conduite de prestations | 15 |
| 6.4.3 | Pénalités pour absence à une réunion | 15 |
| 6.4.4 | Pénalités pour non-respect des engagements sociaux | 15 |

| | | |
|-------|---|----|
| 6.4.5 | Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité : | 16 |
| 6.4.6 | Pénalités pour travail dissimulé | 16 |
| 7. | Dispositions relatives à la passation des marchés subséquents | 16 |
| 7.1 | Forme et conclusion des marchés subséquents | 16 |
| 7.2 | Délais de passation des marchés subséquents | 16 |
| 7.3 | Durée des marchés subséquents | 17 |
| 7.4 | Contenu du dossier de consultation | 17 |
| 7.5 | Conditions de consultation des marchés subséquents | 17 |
| 7.6 | Obligation de réponse à un marché subséquent | 18 |
| 7.7 | Désistement à un marché subséquent | 18 |
| 7.8 | Contenu de l'offre du Titulaire lors d'une consultation pour un marché subséquent | 18 |
| 7.9 | Attribution des marchés subséquents | 19 |
| 7.10 | Exécution des marchés subséquents | 19 |
| 8. | Dispositions relatives à l'exécution des marchés subséquents | 19 |
| 8.1 | Pilotage des marchés subséquents | 19 |
| 8.1.1 | Réunion éventuelle de pré-information | 19 |
| 8.1.2 | Réunion de démarrage | 20 |
| 8.1.3 | Réunions d'avancement et de suivi de marchés subséquents | 20 |
| 8.1.4 | Représentation et équipe dédiée | 21 |
| | Pour le Titulaire | 21 |
| | Pour les Crous bénéficiaires | 21 |
| 8.2 | Résiliation d'un marché subséquent | 21 |
| 8.3 | Litiges et contentieux | 21 |
| 9. | Modalités d'exécution des prestations | 22 |
| 9.1 | Phasage technique des prestations | 22 |
| 9.2 | Délais d'exécution des prestations | 22 |
| 9.2.1 | Délais d'exécution | 22 |
| 9.2.2 | Planning d'exécution | 22 |
| 10. | Constatation de l'exécution des prestations | 22 |
| 10.1 | Vérifications | 23 |
| 10.2 | Admission | 24 |
| 10.3 | Garantie | 24 |
| 11. | Règlement général sur la protection des données (RGPD) | 24 |
| 12. | Avance | 25 |
| 13. | Modalités de règlement et de facturation | 26 |
| 13.1 | Modalité et périodicité des paiements | 26 |
| 13.2 | Modalités de paiement | 26 |
| 13.3 | Régime et délais de paiements | 27 |
| 13.4 | Intérêts moratoires | 27 |



| | | |
|-----|--|----|
| 14. | respect des principes de la republique | 27 |
| 15. | Nantissement ou cession de créances | 27 |
| 16. | Litiges | 28 |
| 17. | Dérogations au CCAG-PI | 28 |

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations relevant de l'accompagnement à la pré-certification des comptes du Réseau des Crous (hors le Crous et deux Crous qui ont déjà réalisé la démarche), afin de préparer au mieux l'étape de certification des comptes à venir.

La pré-certification, étape préalable, permet de s'assurer de la fiabilité et de la qualité des comptes, de la traçabilité des contrôles, d'appréhender les processus, de mesurer les contrôles opérés avant la certification des comptes. C'est à ce titre que le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable du 7 novembre 2012 prévoit à son article 202 que les états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) peuvent être soumis à certification des comptes.

2. DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent Accord-cadre est multi-attributaire avec 4 titulaires retenus maximum. Il s'exécute par la conclusion de marchés subséquents mono-attributaire à montant forfaitaire.

Pour chaque nouveau besoin, le Pouvoir Adjudicateur définit un groupe de Crous qui constitueront le périmètre du marché subséquent. Lorsqu'un nouveau marché subséquent doit être conclu, le Pouvoir Adjudicateur sollicite les titulaires de l'accord-cadre dans les conditions de l'article 7.5 du présent CCAP.

2.2 Allotissement

Conformément aux articles L 2113-10 et R 2113-2 du Code de la commande publique, le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots ; en effet le mode de dévolution de l'accord-cadre en lots paraît techniquement moins adapté que la passation de marchés subséquents à plusieurs attributaires.

2.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre démarre au 1^{er} octobre 2025 ou à compter de sa notification s'il est notifié à une date ultérieure pour une durée de quarante-huit mois. Il s'exécutera par marché subséquent, conclu par le Pouvoir Adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

2.4 Lieu et périmètre d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre concerne l'accompagnement à la pré-certification des comptes pour l'ensemble du Réseau des Crous, hors 3 établissements : le Crous et les Crous de Lille et Nantes qui ont déjà réalisé cette démarche.

Le périmètre d'action du présent accord-cadre porte donc sur vingt-quatre Crous dont la liste figure en annexe du présent document.

Compte tenu de la nature des prestations dont l'essentiel peut se dérouler à distance, les Titulaires ne sont pas amenés à intervenir sur place pour l'intégralité de leurs prestations. Néanmoins, pour chaque Crous étudié, ils devront veiller à prévoir dans leur organisation de travail un nombre suffisant de déplacements sur site, conformément aux dispositions prévues au CCTP du présent accord-cadre et dans le cahier des charges des marchés subséquents.

La réalisation des prestations à distance ne devra en aucun cas être de nature à freiner ou limiter les échanges et la bonne communication avec les services concernés. Les titulaires devront être à même de prévoir, le cas échéant, des déplacements sur site plus fréquents si le besoin s'en fait sentir.

S'agissant du cas des trois Crous en dehors de l'hexagone (La Réunion et Mayotte, Antilles-Guyane et Corse) les modalités de remboursements des frais de déplacement et restauration seront définis dans le cahier des charges du marché subséquent.

2.5 Prix de l'accord-cadre

2.5.1 Nature et contenu des prix

L'accord-cadre est conclu à marchés subséquents et à prix forfaitaire, au regard du cadre financier qui est complété par le Titulaire à l'appui de son offre. Les marchés subséquents pourront comprendre, en tant que de besoin, quelques missions complémentaires traitées à prix unitaires. Dans ce cadre, ces prestations donneront alors lieu à l'émission de bons de commande du Crous, conformément aux articles R 2162-2 alinéa 2 et 2162-4 1° du Code de la commande publique conformément aux montants minimum et maximum qui auront été définis dans le marché subséquent.

Le montant maximum des prestations unitaires pour l'ensemble des marchés subséquents découlant de l'accord-cadre est établi à 10 000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre. Ce montant sera réparti entre les différents marchés subséquent en fonction du besoin de la prestation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, et les marges bénéficiaires.

2.5.2 Variation des prix

Les prix des marchés subséquents sont fermes et non révisables.

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- L'acte d'engagement et son annexe « engagements sociaux du candidat »;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicable aux marchés publics de fournitures et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- Le cadre de réponse technique (et/ou mémoire technique) remis par le Titulaire.
- Les marchés subséquents au fur et à mesure de leur conclusion

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé et de son . Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni du CCAP et du CCTP. La version de ces derniers qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

4. OBLIGATIONS DES TITULAIRES

4.1 Protection de la main d'œuvre

Les Titulaires remettent tous les 6 mois :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale en cours de validité.

Les obligations qui s'imposent aux Titulaires sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ils doivent être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas de l'article *cité supra* ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

4.2 Assurances

Chaque Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, conformément à l'article 9 du CCAG-PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.3 Autres obligations

4.3.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Chaque Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

4.3.2 Confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG PI s'appliquent.

Le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

5. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXECUTION

L'accord-cadre peut être modifié conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Toutes les modifications qui pourraient être apportées aux clauses du présent document s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

5.1 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

5.2 Clause de réexamen

Le Titulaire est informé qu'en cas de d'événements extérieurs et imprévisibles, de nature à empêcher ou différer longuement la mission de pré-certification dans l'un des établissements concernés (départ ou absence inopinée de l'Agent comptable, vacance de la direction générale, ...), la durée de l'accord-cadre peut être amenée à être revue afin de réajuster le planning global de l'opération et permettre le lancement de marchés subséquents au-delà de la fin de l'accord-cadre. Dans cette hypothèse, les parties conviennent alors de faire appliquer l'article 25 du CCAG-PI permettant un réexamen des conditions du marché.

La clause de réexamen ne peut être activée que par le Pouvoir Adjudicateur, à son initiative. Elle donne lieu à échange et discussion entre les parties pour étudier l'opportunité de modifier, le cas échéant, la durée de l'accord-cadre et notamment sa date de fin.

La durée de l'accord-cadre pourra être prolongée par tranche de 6 mois, dans la limite de 18 mois.

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI susvisé, la ou les modifications ainsi apportées au contrat feront l'objet d'un avenant.

5.3 Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être résilié à tout moment pour motif d'intérêt général, conformément à l'article L6 du Code de la Commande Publique. Dans ce cas de figure, ce sont les dispositions de l'article 40 du CCAG-PI qui s'appliquent.

6. DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE ET SON EXECUTION

6.1 Pilotage de l'accord-cadre

Dans le cadre du suivi de la prestation, un certain nombre de réunions sont prévues entre les Titulaires, le Cnous et les Crous concernés.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est rédigé par le Titulaire et transmis au Pouvoir Adjudicateur, excepté pour la réunion de lancement de l'accord-cadre dont la rédaction est à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du Titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans les prix des marchés subséquents.

Ces réunions ne sont pas exhaustives.

6.1.1 Réunion de lancement de l'accord-cadre

A la notification de l'Accord-cadre, une réunion de lancement a lieu, à l'initiative du Cnous avec l'ensemble des Titulaires retenus. Cette réunion peut se tenir soit dans les locaux du Cnous à Vanves, soit par visioconférence.

Cette réunion a notamment pour objet que chacune des Parties puisse se présenter et définir les bases opérationnelles de la relation et échanger sur toute autre question relative à l'Accord-cadre.

L'objet de cette réunion permet notamment de :

- présenter l'organisation du Réseau des Crous et les modalités d'exécution de l'Accord-cadre ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à réaliser ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du Cnous et des Crous envers les Titulaires.

6.1.2 Réunions de démarrage du marché subséquent

A la notification de chaque marché subséquent, le Crous organise une réunion de démarrage avec le Titulaire et les Crous bénéficiaires du marché subséquent, conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du présent document.

6.1.3 Documents de suivi

Les Titulaires transmettent au Pouvoir Adjudicateur à l'issue de chaque marché subséquent, et au plus tard 30 jours après la réunion de conclusion du marché subséquent un bilan des actions réalisés dans ce cadre.

Ce bilan comprend à minima :

- le rappel des données du marché subséquent : Bénéficiaires, montant, dates.;

Et pour chaque établissement concerné:

- le planning réalisé ;
- les principales difficultés observées ;
- la formulation des recommandations à mettre en œuvre;
- le bilan des actions réalisées ;

6.1.4 Autres réunions

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de mettre en œuvre au cours de l'exécution de l'Accord-cadre toute réunion qui serait rendue nécessaire pour le suivi et la bonne exécution de l'Accord-cadre ou des marchés subséquents.

Il en informe le Titulaire dans un délai de dix jours ouvrés en lui indiquant l'ordre du jour et les éléments attendus. Les réunions se tiennent soit dans les locaux du Crous soit par téléphone.

6.2 Représentations et équipe dédiée

6.2.1 Représentation du Pouvoir Adjudicateur

Compte tenu de l'organisation du présent accord-cadre, le seul Pouvoir Adjudicateur est le Crous et ses représentants. Les Crous sont les bénéficiaires de l'accord-cadre et ne peuvent engager la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ni modifier ou contester les clauses du présent accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur définit au plus tard lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, ses représentants ainsi que leur niveau de décision et d'intervention dans le cadre de l'accord-cadre.

6.2.2 Représentation des Titulaires

Le Titulaire désigne, lors de la notification de l'Accord-cadre pour le suivi de l'Accord-cadre, un interlocuteur et son binôme, habilités à le représenter auprès du Pouvoir Adjudicateur. Ils ont en charge le pilotage et la coordination des équipes dédiées aux différents marchés subséquents des Bénéficiaires.

Les profils de ces interlocuteurs sont présentés dans l'offre du Titulaire, au stade de l'Accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Pouvoir Adjudicateur pour l'Accord-cadre en cours d'exécution.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le Pouvoir Adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.2.3 Equipe dédiée des Titulaires

Le Titulaire aura désigné dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre initiale les profils qui pourraient composer l'équipe intervenante ainsi qu'un exemple de composition-type d'une équipe intervenante pour la réalisation des prestations attendues. Toutefois la composition proprement dite de l'équipe définitive sera présentée à l'étape du marché subséquent, lors de la remise de l'offre du titulaire.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution de l'Accord-cadre demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire.

Dans le cas où ledit personnel est appelé à travailler dans les locaux du Crous concerné, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement qui l'accueille.

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur ainsi que le Crous bénéficiaire de tout changement de personne affectée pour réaliser les prestations.

Dans le cas où cette (ces) personne(s) n'est (ne sont) plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communique le nom, les titres dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le (ou les) remplaçant(s) proposé(s) par le Titulaire est (sont) considéré(s) comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur si celui-ci ne le (les) récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Pouvoir Adjudicateur récusé le (les) remplaçant(s), le Titulaire dispose d'une semaine pour proposer d'autres remplaçants.

La décision de récusation prise par le Pouvoir Adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du Pouvoir Adjudicateur sont notifiés par courriel au représentant du Titulaire et au Crous bénéficiaire.

À défaut de proposition d'au moins un remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçant, l'Accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire. Il lui appartient de mettre en œuvre dans les meilleurs délais un remplacement du personnel manquant sans impacter la qualité des prestations ni leur délai de réalisation.

6.3 Eviction temporaire d'un Titulaire

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, sans indemnité et sans mise en demeure préalable, d'évincer du prochain marché subséquent auquel il était éligible l'un des Titulaires de l'Accord-cadre qui manquerait à ses obligations et engagements :

- **à la 2^{ème} offre non conforme** (notamment, une absence de réponse non justifiée, la remise d'offres irrégulières ...).

Au-delà de 3 offres non conformes successives, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer **définitivement** de l'accord-cadre le Titulaire ; les marchés subséquents en cours avec ce titulaire demeurent maintenus jusqu'à la fin de l'exécution des missions.

- **En cas d'application de pénalités deux fois sur un même marché subséquent.**

Le Titulaire est informé de son éviction par tout moyen écrit permettant de donner une date certaine à la réception du courrier (mail ou postal) par le Titulaire.

6.4 Pénalités liées à l'exécution de l'accord-cadre

Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les sommes dues au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire.

Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'un unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Le Pouvoir Adjudicateur a la possibilité de renoncer partiellement ou totalement aux pénalités de retard dues par le titulaire sous réserve toutefois que cet abandon de créance ne puisse être assimilé à un avantage injustifié au sens de l'article 432-14 du code pénal. Cette renonciation peut prendre la forme soit d'un avenant de report des délais d'exécution du marché, soit d'une décision d'exonération partielle ou totale.

Sauf disposition contraire, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours ouvrés.

Toutes ces pénalités sont cumulables. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

6.4.1 Pénalités de retard

Le titulaire s'engage à respecter le planning définitif des prestations en prenant en compte la remise, les opérations de vérification et l'acceptation des livrables par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect des échéances et du calendrier, et notamment en cas de retard dans la livraison des livrables clés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une **pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.**

Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total HT du marché subséquent.

6.4.2 Pénalités liées à la conduite de prestations

En cas d'interruption constatée dans l'exécution des prestations (maintien de l'équipe etc.), le titulaire peut encourir des pénalités journalières d'un montant **de 50 € par jour ouvré d'interruption.**

Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total HT du marché subséquent.

6.4.3 Pénalités pour absence à une réunion

Une pénalité de 300 € sera appliquée au Titulaire pour toute absence à une réunion prévue par le Pouvoir Adjudicateur ou l'un des Crous bénéficiaires. En cas d'absence dûment justifiée, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider de lever l'application de la pénalité.

6.4.4 Pénalités pour non-respect des engagements sociaux

En cas de non-respect des engagements sociaux pris par le Titulaire à l'appui de son offre, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par manquement constaté. (absence de bilan annuel, non-transmission des documents attestant de la réalisation des engagements, non-réalisation d'un ou plusieurs engagement).

6.4.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG PI, le Titulaire encourt, en cas de non-respect de ses obligations en matière de sécurité ou de confidentialité dans le cadre des prestations du présent marché, une pénalité calculée de la façon suivante :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

6.4.6 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par les organismes au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € par manquement constaté. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

7. DISPOSITIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

7.1 Forme et conclusion des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un marché à prix forfaitaire, les prix sont **fermes et non révisables.**

Le Pouvoir Adjudicateur peut, préalablement à la conclusion des marchés subséquents, demander au Titulaire de l'Accord-cadre de compléter son offre.

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre de consultation.

7.2 Délais de passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents peuvent être notifiés à tout moment de la durée de validité de l'Accord-cadre jusqu'à son dernier jour.

Les marchés sont conclus par le Pouvoir Adjudicateur, au fur et à mesure de la survenue du besoin.

A titre d'information et sans que cela ne constitue un engagement de la part du Pouvoir Adjudicateur, il est envisagé un seul marché subséquent la première année du marché puis 2 marchés subséquents par an en moyenne, afin de couvrir la totalité des Crous sur la durée totale du marché. Chaque marché subséquent couvre 1 à 4 Crous en moyenne.

Un planning estimatif est joint en annexe du CCTP, **il n'engage en rien le Pouvoir Adjudicateur dans l'échelonnement des marchés subséquents.**

7.3 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus pour une durée estimée de quatre à six mois mais se termineront à l'admission définitive de leurs prestations. Ils pourront être reconductibles de manière expresse trois fois par période de 3 mois, soit une durée maximum de 15 mois.

Les conditions de reconduction qui s'appliquent sont celles prévues dans le cahier des charges du marché subséquent, si elles dérogent aux présentes conditions elles doivent le mentionner. Dans le cas contraire, ce sont les dispositions du présent document qui s'appliquent.

7.4 Contenu du dossier de consultation

A l'exception du premier marché subséquent, qui sera attribué au moment de l'attribution de l'accord-cadre, le dossier de consultation de chaque marché subséquent comporte a minima :

- La lettre de consultation invitant le candidat à remettre une offre comportant notamment :
 - La référence de l'Accord-cadre ;
 - Le numéro de la Consultation ;
 - La composition du groupe de Crous concernés
 - La date et l'heure maximum de remise des offres ;
 - Les critères d'attribution du marché subséquent et leur pondération ;
- un cahier des charges valant acte d'engagement
- le cadre financier (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et Bordereau des Prix Unitaires);

Le délai de validité des offres présentées lors d'une consultation est fixé à 4 mois maximum à compter de la date limite de réception des offres. Elle est précisée par la lettre d'invitation.

Le délai de remise des offres est précisé à chaque consultation dans la lettre d'invitation et tient compte des contraintes du Pouvoir Adjudicateur et de la complexité de la demande, et ne peut être inférieur à 2 semaines.

7.5 Conditions de consultation des marchés subséquents

Pour le marché subséquent n°1 (MS1), la consultation sera simultanée avec celle pour l'attribution de l'accord-cadre. L'attributaire retenu pour ce premier marché subséquent sera celui, parmi les attributaires retenus, qui aura remis l'offre la mieux-disante au regard des critères prévus dans le règlement de consultation.

Pour les marchés subséquents suivants, seuls les Titulaires non retenus lors du précédent marché subséquent sont remis en concurrence.

Ci-dessous le détail du fonctionnement de l'attribution des marchés subséquents :

- MS 1 : les 3 titulaires de l'accord-cadre sont mis en concurrence dès leur sélection pour l'accord-cadre ;

- MS 2 : seuls les titulaires de l'accord-cadre non retenus pour le marché subséquent 1 sont mis en concurrence ;
- MS 3 : l'attributaire du marché subséquent 1 et les titulaires de l'accord-cadre non retenus pour le marché subséquent 2 sont mis en concurrence ;
- MS 4 : l'attributaire du marché subséquent 2 et les titulaires de l'accord-cadre non retenus pour le marché subséquent 3 sont mis en concurrence ;

Etc.

7.6 Obligation de réponse à un marché subséquent

Le Titulaire de l'Accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des consultations en vue de la passation d'un marché subséquent, sous peine de suspension (Cf. article 6.3 du présent CCAP).

Son offre est remise selon les modalités indiquées dans la lettre d'invitation.

7.7 Désistement à un marché subséquent

Le Titulaire de l'Accord-cadre qui ne peut pas soumettre d'offre, en informe le Pouvoir Adjudicateur et expose les motifs de sa décision. **Sa décision doit porter sur un motif valable.** Ainsi, ce désistement n'est pas considéré comme une absence de réponse et n'est comptabilisé ni pour l'application des pénalités ni pour l'application des règles d'éviction pour plusieurs absences de réponses. Dans ce cas, le Titulaire doit impérativement motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui.

- Seront notamment des motivations recevables : l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du Titulaire, de moyens humains ou matériels et la fermeture pour congés annuels ;
- Ne seront pas recevables : le surcroît d'activité et l'engagement de ses moyens humains ou matériels sur d'autres prestations. Il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires (recrutement, intérim, etc.) pour faire face à ses engagements.

Cette information, justification formelle à l'appui, doit parvenir au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard à la date limite de remise des offres. Faute de motivation satisfaisante ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le Titulaire de l'Accord-cadre est considéré comme manquant à son obligation de réponse.

7.8 Contenu de l'offre du Titulaire lors d'une consultation pour un marché subséquent

Le contenu de l'offre du Titulaire comporte a minima :

- Le cahier des charges valant acte d'engagement complété et signé,
- Un mémoire technique incluant la proposition du Titulaire sur les moyens humains et matériels, dont la méthodologie, que le Titulaire entend mettre en œuvre ;
- Une annexe financière, sous la forme de DPGF et BPU ;
- Un planning détaillé, établissement par établissement et précisant le phasage de la mission.

Les clauses qui s'appliquent en la matière sont celles prévues dans le cahier des charges du marché subséquent, si elles dérogent aux présentes conditions elles doivent le mentionner. Dans le cas contraire, ce sont les dispositions du présent document qui s'appliquent.

7.9 Attribution des marchés subséquents

Le marché subséquent est attribué au Titulaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans la lettre d'invitation.

La notation prenant en compte les éléments suivants :

- Prix proposé : au maximum 50% de la note totale ;
- Qualité technique de l'offre : au maximum 50% de la note totale, avec les sous-critères suivants :
 - sous-critère 2.1 Qualité des moyens humains dédiés à la mission et notamment : (entre 10 et 15)
 - *composition de l'équipe dédiée et pertinence de la répartition des profils (junior, confirmés, experts...) selon les phases,*
 - *moyens mis en œuvre pour assurer la stabilité de l'équipe et garantir les remplacements en cas d'absence*

Sous critère 2.2 : Méthodologie du projet et notamment : (entre 15 et 20)

- *Programme de travail et descriptif détaillés des actions pour les différentes phases de la mission*

Sous critère 2.2 : Délais : (entre 15 et 20)

- *Programme d'action pour assurer les délais*
- *planning détaillé faisant notamment apparaître les délais de validation interne*

La somme des pondérations est égale à 100%.

7.10 Exécution des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents court à compter de leur date de notification mais ne peut s'étendre au-delà de 12 mois après la date de fin de l'Accord-cadre.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG-PI.

8. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

8.1 Pilotage des marchés subséquents

Les réunions évoquées ci-dessous viennent en sus des réunions techniques définies dans le CCTP, lesquelles s'inscrivent dans l'offre du Titulaire ;

8.1.1 Réunion éventuelle de pré-information

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser, avant le lancement d'un marché subséquent, une réunion de pré-information avec les Titulaires concernés par la remise en concurrence du marché

subséquent. Cette réunion a lieu dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique (égalité de traitement des Titulaires, transparence du dispositif et liberté d'accès aux marchés publics).

Ce type de réunion a pour objectif de présenter aux Titulaires les principales caractéristiques techniques / contractuelles / volumétriques du projet de marché subséquent (sans engagement du Pouvoir Adjudicateur), afin de leur permettre d'anticiper la charge à mobiliser pour répondre à la consultation et pour exécuter les prestations en cas d'attribution.

8.1.2 Réunion de démarrage du marché subséquent

Les principaux interlocuteurs identifiés à cette date sont présents à cette réunion.

A la notification de chaque marché subséquent, le Cnous organise une réunion de démarrage avec le Titulaire et les Crous bénéficiaires du marché subséquent. Cette réunion a pour objet notamment de :

- rappeler l'organisation du Réseau des Crous et les modalités d'exécution de l'Accord-cadre ;
- présenter les intervenants de chaque établissement et leur fonction ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- agréer le mode de reporting que le Titulaire aura présenté dans son offre (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.) ;
- rappeler les modes de communication et/ou de sollicitation du Cnous et des Crous envers les Titulaires.

Le compte-rendu de la réunion est à la charge du Titulaire et doit être soumis pour validation au Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 5 jours ouvrés après la réunion. Après validation de celui-ci, le compte-rendu est diffusé à l'ensemble des participants par le Titulaire par voie électronique.

Cette réunion est distincte de la réunion de lancement mentionnée à l'article 6.1 du CCTP.

8.1.3 Réunions d'avancement et de suivi de marchés subséquents

Dans le cadre du suivi des marchés subséquents, l'exécution des prestations est réalisée au travers de réunions régulières entre le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire et les Crous bénéficiaires.

En tant que de besoin, une réunion d'avancement peut être organisée, afin d'assurer un suivi au plus près de l'état des prestations, de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Cette réunion se tient en présence du Bénéficiaire concerné, le Cnous est associé et invité, mais sa présence n'est pas indispensable à la réunion sauf demande explicite de sa part.

Cette réunion aborde, notamment, les points suivants :

- Le respect du planning (tâches engagées, tâches closes),
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation, etc.) et identification des actions correctives et préventives ;
- Les points techniques ouverts ;
- Le bilan des actions non closes ;
- Les échanges et avis sur les documents de travail du Titulaire. *Ces avis sont distincts des opérations de vérifications ;*
- La définition des tâches à venir.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est rédigé par le Titulaire et transmis au Bénéficiaire ainsi qu'au Cnous.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du Titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans les prix du marché subséquent.

8.1.4 Représentation et équipe dédiée

Pour le Titulaire

Le Titulaire désigne, lors de la notification de chaque marché subséquent, pour le suivi et l'exécution de chaque marché subséquent, un interlocuteur et son binôme, habilités à le représenter auprès du Bénéficiaire et du Pouvoir Adjudicateur. Ils ont également en charge le pilotage et la coordination des équipes dédiées aux différents Crous concernés.

Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du Titulaire, au stade du marché subséquent, ainsi que l'ensemble de l'équipe dédiée.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le Bénéficiaire de toute modification d'interlocuteur désigné conformément aux dispositions de l'article 6.2.3 du présent document.

Pour les Crous bénéficiaires

Les Crous Bénéficiaires désignent lors de la notification du marché subséquent un représentant, et son binôme, chargé du suivi de l'exécution des prestations.

Le Bénéficiaire notifie toute modification de ses interlocuteurs au Titulaire dans le mois suivant la modification.

8.2 Résiliation d'un marché subséquent

La résiliation d'un marché subséquent peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 36 à 42 du CCAG-PI.

Le Pouvoir Adjudicateur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation pour faute du marché subséquent à l'égard du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG, notamment en cas de retard avéré et non justifié de la réalisation des prestations, entraînant un préjudice notable dans l'exécution de la mission.

Dans ce cas il motive sa décision.

La résiliation d'un marché subséquent n'entraîne pas la résiliation de l'Accord-cadre ni des autres marchés subséquents en cours d'exécution. En revanche, la résiliation pour faute du titulaire d'un marché subséquent entraîne automatiquement son éviction de toutes les mises en concurrence ultérieures dans le cadre de l'accord-cadre.

8.3 Litiges et contentieux

Les marchés subséquents sont régis par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal dont dépend le Pouvoir Adjudicateur au moment du litige.

9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Phasage technique des prestations

L'ensemble des prestations attendues pour chaque marché subséquent est détaillé dans le cahier des charges du marché subséquent et complété par le Titulaire dans le cadre de son offre. Ce sont les dispositions du marché subséquent qui s'appliquent de façon incontestable.

9.2 Délais d'exécution des prestations

9.2.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations/de livraison sont définis pour partie au CCTP et pour partie dans les documents du marché subséquent.

Le titulaire s'engage à respecter le phasage de la mission tel qu'il a été défini, en prenant en compte la remise des livrables, ainsi que l'approbation des livrables par le pouvoir adjudicateur.

Le planning définitif est celui contenu dans l'offre du titulaire ajusté, le cas échéant, aux exigences de la mission, dans les conditions définies au CCTP.

Le non-respect de ces délais est susceptible de donner lieu aux pénalités de retards précisées dans l'article 6.4.1 du présent CCAP.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI et lorsque le retard d'exécution est imputable au pouvoir adjudicateur, une prolongation du délai d'exécution sera accordée au titulaire sous réserve qu'il en ait fait la demande dans les conditions prévues à l'article 13.3.2 du CCAG-PI.

En cas de dépassement du délai prolongé, des pénalités de retard peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur.

9.2.2 Planning d'exécution

Pour chaque marché subséquent, un planning prévisionnel phase par phase sera élaboré par le titulaire et joint à sa proposition. Ce planning aura valeur contractuelle et pourra être aménagé au fur et à mesure de la mission, par échange de courriels. En tout état de cause, c'est le Pouvoir Adjudicateur qui valide le planning modifié et ces adaptations se font sous le contrôle et avec l'accord de son représentant. Elles ne peuvent en aucun cas donner lieu à une modification des prix du marché.

10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour chacune des prestations, objet du présent marché, des livrables associés sont décrits dans le CCTP.

Les documents présentés par le titulaire sont remis au représentant du Pouvoir Adjudicateur sur format informatique dans un format compatible avec les outils bureautiques du Pouvoir adjudicateur (sous réserve de la conformité avec les éventuelles dispositions complémentaires définies au CCTP pour certains livrables).

Les opérations de vérification ont pour objectif de contrôler que les livrables, prestations et services fournis par le titulaire présentent les caractéristiques attendues par le pouvoir adjudicateur.

10.1 Vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI. (sauf dérogations énumérées ci-dessous).

Les opérations de vérification permettent de valider le déroulement conforme des prestations et occasionnent deux types de constats :

- l'approbation des livrables,
- le constat de service fait.

10.1.1 Approbation des livrables

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas tenu d'aviser par écrit le correspondant désigné par le pouvoir adjudicateur de la date de présentation.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur dispose pour approbation d'un délai de 21 jours calendaires, à compter de la remise du document/livable par le titulaire, pour émettre d'éventuelles remarques sur ce document, procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Sans observations formulées par le pouvoir adjudicateur à l'issue du délai indiqué ci-dessus, l'approbation du livable est acquise de plein droit.

En revanche, si le pouvoir adjudicateur formule des observations, conformément à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le titulaire dispose de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de la décision d'ajournement pour livrer un nouveau document conforme intégrant ces observations, précisions ou modifications.

Par dérogation à l'article 29.2.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose alors à nouveau d'un délai de 15 jours calendaires pour formuler ses observations.

Sans observations formulées par le pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai, l'approbation du second livable est réputée acquise.

Si le pouvoir adjudicateur formule de nouveau des observations, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le titulaire dispose de 15 jours calendaires à compter de la date de réception pour livrer un nouveau document conforme intégrant ces observations, précisions ou modifications.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose encore d'un délai de 15 jours calendaires pour formuler ses observations.

Sans observations formulées par le pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai, l'approbation du troisième livable est réputée acquise.

Entre chacune des présentations se tiendra si le Pouvoir Adjudicateur l'estime nécessaire un point d'étape réunissant le CNOUS et le titulaire, ce dernier ne peut le refuser.

10.1.2 Constat de service fait pour les prestations autres que livrables (Comptes rendus de réunion, communication...)

Le titulaire informe le Pouvoir Adjudicateur de la réalisation complète des prestations (prestation entièrement réalisée) telles que prévues au marché.

Le Pouvoir Adjudicateur atteste le service fait et notifie par mail (ou par tout autre moyen) au titulaire l'admission des prestations, afin que celui-ci puisse adresser sa demande de paiement.

10.2 Admission

À la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI par le pouvoir adjudicateur.

A chaque approbation d'un livrable est associé le procès-verbal de réception, un document formel permettant d'officialiser le résultat des travaux de validation et du constat de service fait.

10.3 Garantie

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de période de garantie.

11. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGDP (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Il doit aussi suivre les recommandations de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et des institutions européennes.

Le Pouvoir Adjudicateur reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation strictement inscrite dans les prestations découlant de l'objet du marché. Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction totale et intégrale des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché.

La finalité principale du traitement vise à la réalisation de prestations de pré-certification des comptes et audit à blanc.

Le sous-traitant agit pour le compte du responsable du traitement ce qui implique qu'il devra se conformer aux directives et orientations de ce dernier relative au traitement.

Des sous-finalités peuvent être ajoutées à condition d'être compatible avec la finalité principale.

1. Obligations du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à respecter toutes les obligations incombant au sous-traitant prévues à l'article 28 du RGPD, notamment à :

- Traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) définies dans le cadre du marché et aux conditions du présent marché décrites au 1 de l'annexe RGPD du présent marché (au présent Cahier des clauses administratives particulières) ;
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité et l'accès encadré aux données ;
- Ne recourir à un sous-traitant ultérieur qu'après l'autorisation écrite et spécifique du responsable de traitement et dans les conditions décrites au 2 de l'annexe RGPD ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

2. Droits de la personne concernée

Les Parties au marché s'engagent à respecter minutieusement les dispositions du Chapitre III du RGPD traitant notamment du droit d'information des personnes concernées et de l'exercice de leurs droits.

3. Entraide des Parties

Les Parties au marché s'engagent à s'aider, notamment par l'échange dans les meilleurs délais de toutes les informations relatives à :

- un risque, une tentative de violation ou une violation avérée des données à caractère personnel ;
- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes prévues par l'article 32 du RGPD et ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;

Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel.

5. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

6. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant les informations listées dans l'article 30 du RGPD et au 3 de l'Annexe RGPD.

7. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le Crous se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

8. Durée

Le traitement est prévu pour la durée de la mission. A la fin du traitement le sous-traitant devra éliminer les données personnelles récoltées de sa base de données.

12. AVANCE

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la Commande Publique.

Si le titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour le marché subséquent dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée d'exécution du marché subséquent est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du marché subséquent en cause ;

- si la durée d'exécution du marché subséquent est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant du marché divisée par la durée du marché subséquent exprimée en mois.
- Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, ce montant est porté à 10%.

13. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

13.1 Modalité et périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, plus particulièrement, le paiement intervient à la réception des livrables signés entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire.

En ce qui concerne les réunions et les formations, le paiement se fera sur le réel exécuté entre distanciel ou présentiel.

13.2 Modalités de paiement

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait.

Depuis le 1er janvier 2020 le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises françaises travaillant avec l'Etat. Aussi toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du DGP.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisé (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;
- 13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

13.3 Régime et délais de paiements

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

13.4 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

14. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément aux dispositions de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. Ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le Pouvoir Adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

15. NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse de l'agent comptable chargé du paiement.

16. LITIGES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le Pouvoir adjudicateur au moment du litige.

Avant de saisir le juge d'un litige, les parties s'engagent à privilégier les modalités alternatives de gestion des différends.

L'Organe chargé de la Médiation est le :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

1C Bâtiment Condorcet

6 rue Louise Weiss

75703 PARIS Cedex 13

Tel : 01 44 97 30 59

Adresse internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

17. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles du présent CCAP dérogent aux articles CCAG-PI sont les suivants :

| Articles du CCAP | Articles du CCAG-PI |
|------------------|--|
| 3 | 4.1 4.2.1 |
| 6.4 | 14.1.3 |
| 10.1.1 | 28.4.2 28.5 28.2 29.2.1 et 29.2.2 27.2.2 |
| 10.3 | 30 |